

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 23

Objet de la délibération: Direction
Economie de Proximité et tourisme -
Chambre de Commerce et d'Industrie
Nice Côte-d'Azur - Coopération en
matière d'observation du tissu
commercial

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.122

Date de la convocation :
Le 03/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **20 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 OCT. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 octobre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 09 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Matthieu GILLI

PROCURATIONS :

Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Richard THIERY à Gérald LOMBARDO, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Michel VIANO à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Angèle MURATORI, Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Khéra BADAOU, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Matthieu GILLI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La CCI Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d'Azur (CCINCA), établissement public de l'Etat, intervient de longue date en matière d'information, d'observation et de réflexion sur le développement économique et l'aménagement du territoire.

Elle vient récemment de mettre en place un outil d'observation, dont l'objectif consiste notamment à dresser un panorama de l'offre et de l'activité commerciale sur le département des Alpes-Maritimes.

De son côté, la CASA réalise régulièrement des enquêtes de consommation sur son territoire et formalise sa stratégie de développement, au travers d'une Charte d'Urbanisme Commercial et de son SCOT.

Dans ce contexte, les parties souhaitent renforcer leur coopération, afin de partager leurs données et leurs analyses, pour la CCINCA, via son outil « Observatoire du Commerce » et pour la CASA, via ses documents d'urbanisme commercial.

Les parties conviennent de coopérer plus précisément sur deux axes, auxquels d'autres thèmes pourraient s'y ajouter en cours d'exécution de la présente convention, soit :

- la connaissance de l'équipement commercial des Alpes-Maritimes ;
- l'observation du commerce sur le territoire de la CASA.

De façon à respecter un équilibre entre les contributions des partenaires, et pour compenser la nécessaire mobilisation des ressources fournies par la CCINCA, notamment pour ses démarches sur le terrain, il est convenu que la CASA fournisse une participation forfaitaire globale de 19 700 euros TTC dans le cadre d'une convention de partenariat d'une durée de 3 ans, jointe en annexe.

Cette participation forfaitaire sera versée selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 7 900 euros TTC à compter de la signature de la présente convention ;
- un second versement de 5 900 euros TTC en 2018 ;
- un dernier versement de 5 900 euros TTC en 2019.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de partenariat avec la CCINCA passée dans le cadre de l'Observatoire du Commerce des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser l'attribution de 19 700 euros TTC au titre de la convention de partenariat, répartis sur 3 années ;
- d'imputer la dépense sur le compte 65738 du budget de la Direction Economie de Proximité et Tourisme.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de partenariat avec la CCINCA passée dans le cadre de l'Observatoire du Commerce des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser l'attribution de 19 700 euros TTC au titre de la convention de partenariat, répartis sur 3 années ;
- d'imputer la dépense sur le compte 65738 du budget de la Direction Economie de Proximité et Tourisme.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 octobre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTENARIAT

Observatoire du Commerce des Alpes-Maritimes

Entre les soussignées

Entre :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège à la Mairie d'Antibes, BP 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI, agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président, est autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 09 octobre 2017 ;

Ci-après dénommée la « **CASA** »,

Et

La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d'Azur, dont le siège social est situé 20 boulevard Carabacel, 06005 Nice, CS 11259, Cedex 1 représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre SAVARINO, habilité à signer la présente par délibération du Bureau en date du ;

Ci-après dénommée la « **CCINCA** » ou la « CCI Nice Côte d'Azur »,

Ensemble désignées « les Parties » et individuellement « la Partie ».

Préambule

Créée en 2002, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) regroupe 24 communes. Ses politiques publiques concernent aussi bien le quotidien de ses habitants que leur avenir, à travers la politique de l'habitat, l'aménagement du territoire et le développement économique, la politique de la ville, la collecte et le traitement des ordures ménagères, les transports et déplacements, la lecture publique et l'ensemble des autres équipements communautaires de loisirs ou culturels qui contribuent à la qualité de vie sur son territoire.

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence « politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire », la CASA souhaite consolider sur son territoire l'observation renforcée des dynamiques commerciales. En outre, la CASA réalise régulièrement des enquêtes de consommation sur son territoire et formalise sa stratégie de développement, au travers d'une charte d'urbanisme commercial et de son schéma de cohérence territoriale (SCOT).

La CCINCA est fortement impliquée sur les questions d'urbanisme commercial. Dans ce cadre, elle a mis en place depuis de nombreuses années des outils d'observation lui permettant de mesurer et d'analyser l'évolution de l'activité commerciale sur le département des Alpes-Maritimes.

En 2016, pour partager son expertise en matière d'observation commerciale et mutualiser les compétences, la CCINCA a décidé de créer l'Observatoire du Commerce des Alpes-Maritimes (ci-après désigné par « l'Observatoire »). Il s'agit d'un espace de diffusion et de partage d'informations, pour une meilleure connaissance du fonctionnement commercial des Alpes-Maritimes. L'Observatoire est basé sur le mode du partenariat.

Les informations mises à disposition par l'Observatoire sont accessibles via une plateforme internet d'échange et de gestion d'informations géo-localisées. Cette plateforme propose également une série d'outils complémentaires pour faciliter la recherche, la consultation et l'appropriation de l'information par les partenaires de l'Observatoire.

Dans ce contexte, la CASA souhaite devenir partenaire financier de l'Observatoire du Commerce.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'adhésion et la participation de la CASA au fonctionnement de l'Observatoire.

Cette démarche permettra à la CCINCA et la CASA, en étroite liaison avec les futurs partenaires conventionnés :

- de partager une connaissance commune et actualisée de l'équipement commercial de la CASA et des Alpes-Maritimes,
- de mettre en commun des ressources documentaires,
- de disposer d'un outil commun d'aide à la décision en matière d'aménagement commercial des Alpes-Maritimes,

D'autres pistes de coopération pourront être approfondies entre la CCINCA et la CASA pour enrichir les objectifs du partenariat souhaité entre les parties.

Article 2 : L'Observatoire du Commerce

L'Observatoire regroupe un ensemble d'informations nécessaires à une meilleure connaissance du fonctionnement commercial des Alpes-Maritimes.

L'Observatoire dispose d'une plateforme Internet d'échange et de gestion d'informations géo-localisées. Elle permet la consultation sécurisée des données de l'Observatoire par les partenaires via Internet. Elle comprend également une application cartographique permettant la consultation, la recherche et le croisement des différentes informations à disposition.

La CCINCA effectue une veille régulière, afin de détecter d'éventuelles nouvelles données disponibles propres à enrichir l'Observatoire.

2.1 LE CONTENU

L'Observatoire permet de disposer :

- d'un relevé précis et géolocalisé de l'offre commerciale et des cellules vacantes sur le territoire de la CASA, ainsi que celui des partenaires. Ces données reposent sur un recensement terrain effectué par la CCINCA ;
- du niveau de dépense des ménages de la CASA par grande famille de produits (alimentaire, équipement de la maison, ...) (données CCI France) ;
- du niveau de fréquentation des quartiers IRIS de la CASA et de l'origine des visiteurs (données tiers, type opérateurs mobile).
- des prescriptions réglementaires impactant l'activité commerciale (périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, risques naturels...)

A l'échelle des Alpes-Maritimes, l'Observatoire permet de disposer :

- d'un relevé précis et géolocalisé de l'offre commerciale supérieure à 300 m², des zones commerciales, des dossiers déposés en Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) et des projets commerciaux supérieurs à 2 000 m² (données CCINCA),
- des données d'ordre général sur les caractéristiques de la population résidente (données tiers, type INSEE).

2.2 LES MISES A JOUR

Les mises à jour se font de façon régulière. Elles apparaissent clairement sur les fiches d'information. Les visites sur le terrain, réalisées annuellement, et la mobilisation des partenaires et acteurs enrichissent cette mise à jour.

Seule la CCINCA peut modifier les données de l'Observatoire et y intégrer les informations et données brutes transmises par les partenaires (ci-après désignées par « Données »), en ce compris les données transmises par la CASA.

2.3 LES ACCES

La CCINCA met à disposition un accès nominatif aux utilisateurs identifiés par la CASA permettant la consultation de l'Observatoire, telle que définie par la présente convention.

Article 3 : Obligations des parties

3.1 ROLE DE LA CCINCA :

La CCINCA est l'opérateur/exploitant de l'Observatoire, à ce titre, elle s'engage à :

- fournir un droit d'accès à l'espace sécurisé de l'Observatoire (login et mot de passe) à la CASA ainsi qu'aux autres partenaires ;
- former les utilisateurs identifiés par la CASA à la prise en main de l'outil ;
- produire, intégrer et actualiser, comme défini à l'article 2.2, pendant toute la durée de la convention, les Données de l'Observatoire ;
- rédiger annuellement un rapport de synthèse (statistiques de base et représentations cartographiques) sur l'offre commerciale de la CASA et le communiquer sous version numérique et papier à la CASA ;
- organiser avec les partenaires financiers, les comités de Pilotage et toutes réunions de travail nécessaires au bon fonctionnement de l'Observatoire ;
- formaliser les partenariats (financiers et/ou de partage de données) qui s'avèrent nécessaires ;

3.2 ROLE DE LA CASA :

La CASA est étroitement associée au suivi, au développement et à l'élargissement de l'Observatoire, et par voie de conséquence, elle s'engage à :

- mettre à disposition les Données (données brutes, ressources documentaires...) susceptibles d'enrichir l'Observatoire ;
- communiquer à la CCINCA la liste des utilisateurs ayant accès à l'Observatoire et toute modification qui y serait apportée ;
- proposer des évolutions susceptibles d'améliorer l'Observatoire, qui seront ensuite proposées à l'approbation du comité de pilotage ;
- participer financièrement au fonctionnement de l'Observatoire ;
- participer, en sa qualité de partenaire financier, au comité de pilotage ;

Article 4 : Pilotage de l'Observatoire et coordination

4.1 COMITE DE PILOTAGE

L'Observatoire est piloté par un comité de pilotage composé de représentants de la CCINCA et des partenaires financiers. Ce comité se réunit au moins une fois par an afin de vérifier l'application de la convention, de valider les décisions importantes, de choisir les évolutions et modifications apportées annuellement et de valider les conditions d'adhésion de nouveaux partenaires ou les conditions de renouvellement des partenariats en place.

La CCINCA est représentée notamment, par :

- Un responsable du département Aménagement du territoire,
- Un chef de projet Observatoire du Commerce et ses collaborateurs,
- Un chargé de mission SIG, en fonction des besoins.

La CASA est représentée, notamment, par :

- Le responsable du service en charge de l'urbanisme commercial, du commerce et de et de l'aménagement économique,
- Le chargé de mission assurant le suivi de l'Observatoire.

Les autres types de partenaires ne sont pas membres du comité de pilotage mais participent, en tant que de besoin, aux réunions techniques.

4.2 COORDINATION DE L'OBSERVATOIRE

Les Parties signataires s'engagent réciproquement, dès signature de la présente convention et avant transmission de leurs Données, à indiquer l'identité des personnes (nom, prénom) responsables de la transmission et de celles responsables de l'utilisation des informations.

En cas de changement, la Partie intéressée en fera part immédiatement à l'autre et communiquera, dans les plus brefs délais, l'identité du nouveau responsable.

Les Parties signataires à la convention peuvent demander l'organisation de réunions de concertation afin de faciliter l'application des dispositions de la présente convention. Elles peuvent d'un commun accord y convier d'autres interlocuteurs.

Article 5 : Elargissement et développement de l'Observatoire

Afin de devenir un véritable outil de connaissance et d'aide à la décision, l'Observatoire doit être enrichi de l'expérience et de la connaissance des acteurs locaux.

A ce titre, l'Observatoire a pour vocation d'être ouvert à d'autres partenaires (collectivités territoriales, services de l'Etat...) qui auront confirmé leur intérêt de s'associer à cet outil.

Pour les nouveaux partenaires, ou pour le renouvellement des partenariats échus, des conventions seront formalisées selon le degré de partenariat et la nature de l'implication dans l'Observatoire.

Les modalités d'adhésion des nouveaux partenaires à l'Observatoire, ou de renouvellement des partenariats échus, sont définies par les partenaires en place, au cas par cas, et validées par le comité de pilotage.

En tout état de cause, quelle que soit la date d'adhésion, tous les partenaires financiers deviennent membre de droit du comité de pilotage.

Article 6 : Budget, contribution des partenaires

La CASA est un partenaire membre du comité de pilotage. A ce titre, il participe financièrement au fonctionnement de l'Observatoire en tant que partenaire financier.

Le montant de la participation s'élève à 19 700 euros TTC, répartie comme suit :

- 7 900 euros TTC en 2017 ;
- 5 900 euros TTC en 2018 ;
- 5 900 euros TTC en 2019.

Elle sera payable au plus tard 30 jours à réception des factures.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature, une fois revêtue de son caractère exécutoire et prendra fin le 30 novembre 2020.

Les Parties se rapprocheront deux (2) mois avant son échéance afin de définir ensemble les modalités d'un éventuel renouvellement de la convention.

Article 8 : Droit de propriété intellectuelle

La CCINCA demeure, en qualité de concepteur et développeur de la plateforme Internet d'échange et de gestion d'informations géo-localisées, le propriétaire exclusif de la structure et de l'application. Les droits de propriété intellectuelle qui y sont attachés, la documentation, les améliorations et modifications qui seraient apportées par la CCINCA resteront sa propriété entière et exclusive. Il en est de même pour l'application cartographique dédiée à l'Observatoire.

Les Données brutes qui alimentent l'Observatoire sont mises à la disposition de la CCINCA par le biais des conventions signées avec les différents partenaires en vertu de l'article 3.2. Afin de les intégrer au serveur cartographique et de les rendre exploitables dans le cadre de l'Observatoire, la CCINCA est autorisée à utiliser tout ou partie des données issues des Données brutes transmises par chacun des partenaires pour les données qui les concernent, sous quelque forme que ce soit. Dans ce cadre, la CASA concède à la CCINCA :

- le droit d'utiliser, stocker, reproduire, représenter ou conserver, directement ou indirectement, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous les moyens et procédés, sur tous supports tant actuels que futurs, les Données transmises;
- le droit de personnaliser, adapter, transformer, traduire en tout langage de programmation, arranger ou modifier les données dans la mesure où ces actes sont nécessaires pour permettre l'utilisation des Données.

Une fois transformées, les données deviennent propriété commune.

Article 9 : Assurances

Chaque Partie aux présentes déclare être assurée pour des montants suffisants contre les risques relevant de sa responsabilité civile, professionnelle et contractuelle.

Article 10 : Incessibilité

La présente convention est conclue « intuitu personae », en considération de la personnalité et des qualités propres de chacune des Parties qui sont connues au jour de la signature.

La CCINCA et la CASA s'interdisent expressément en conséquence de céder ou transmettre à tout tiers, même à titre gratuit, le bénéfice de la présente convention, ou d'en transférer les droits et les obligations qu'elles détiennent de la présente convention, ni à fortiori la convention en tant que telle.

Article 11 : Intégralité du contrat

Les dispositions de la présente convention expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties. Elles prévalent sur toutes propositions, accords ou écrits antérieurs, ainsi que sur toute autre disposition contenue dans des documents échangés entre les Parties se rapportant à l'objet de la convention.

Si l'une quelconque des stipulations de la convention est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite mais n'entraînera pas la nullité de la convention.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres de la convention et l'une de ses clauses, les titres seront considérés comme inexistantes.

Article 12 : Confidentialité, Secret

Chacune des Parties s'engage en son nom comme en celui de ses collaborateurs à garder comme confidentiels, pendant la durée de la présente convention et après son expiration, les documents, informations techniques et technologiques, systèmes, logiciels, savoir-faire en provenance de l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention, et à ne pas les utiliser en dehors des besoins du présent accord. Toutefois, si la production du présent contrat est nécessaire devant une juridiction, pour la solution d'un litige entre les Parties, elle pourra être versée aux débats.

Article 13 : Résiliation

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des Parties de l'un quelconque de ses engagements, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie après la réception, à leur siège social respectif, d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse pendant trente (30) jours.

Article 14 : Attribution de compétence

La présente convention est soumise au droit français.

Tout différend pouvant s'élever concernant notamment son exécution ou son interprétation fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable. A défaut, l'affaire sera portée, par la Partie la plus diligente, devant les Tribunaux compétents de Nice, lieu de sa signature et de son exécution.

Article 15 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties font élection de domicile à l'adresse de leur siège telle que précisée sur l'en-tête

Fait à Nice le

En 2 exemplaires originaux, chaque Partie recevant le sien.

Pour la CASA,

Pour la CCI Nice Côte d'Azur,

M. Jean LEONETI

M. Jean-Pierre SAVARINO

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Le Président Chambre de Commerce et
d'Industrie Nice Côte d'Azur

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/10/2017
Numéro : CC_2017_122
Nature : DE - Deliberations
Objet : Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte-d'Azur -
Coopération en matière d'observation du tissu
commercial
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : XhjTyV5

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/10/2017
Identifiant : 006-240600585-20171009-CC_2017_122-DE

Acte reçu

Date : 09/10/2017
Numéro interne : CC_2017_122
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte-d'Azur - Coopération en matière d'observation du tissu
commercial
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171009-CC_2017_122-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20171009-CC_2017_122-DE-1-1_2.PDF